

# Race et marginalité à Cuba

Cet article a été publié intégralement dans le numéro de la revue *New Politics* en été 2007 sous le titre «Visiting Raúl Castro's Cuba». Nous en avons seulement traduit les passages concernant le racisme et la «marginalité» à Cuba. Samuel Farber est un universitaire cubain d'extrême gauche qui vit aux Etats-Unis et est revenu plusieurs fois dans son île natale, notamment en 2006. Ce texte est intéressant parce qu'il montre comment le régime dissimule le racisme institutionnel qui sévit à Cuba et comment Castro justifie le racisme en accusant une prétendue «culture de la pauvreté». Le tout devant Ignacio Ramonet, son groupie béat du *Monde diplomatique*, qui bien sûr ne présente aucune objection aux propos condescendants de son idole sur les «marginiaux» et les «humbles». Le discours castriste rappelle celui des députés de l'UMP sur les «problèmes» des habitants des banlieues, des «marginiaux» et des «immigrés d'Afrique noire». Rien de nouveau sous le soleil tropical, à part la cécité tiers-mondiste...

Le régime castriste est en fait un régime anti-ouvrier où les travailleurs n'ont jamais eu le droit de s'organiser de façon indépendante et où les dirigeants (et les «gauchistes» qu'ils invitent dans des hôtels luxueux, comme le raconte Krivine lui-même dans son dernier livre) vivent très bien, pendant que les prolétaires doivent se «débrouiller» pour trouver à manger, une fois qu'ils ont épuisé les provisions fournies par leur carnet de rationnement qui leur dure à peine plus d'une semaine.

Ce régime a utilisé ses citoyens afro-cubains comme «chair à canon» pour combattre au service des objectifs géostratégiques de l'impérialisme russe en Afrique (selon Castro lui-même, Cuba y a envoyé 300 000 militaires et 50 000 coopérants, sur une population qui atteint aujourd'hui 11 millions d'habitants), mais qui ne les a pas pour autant promus à la direction du pays, toujours aussi majoritairement «blanche».

Tout le monde sait que, à La Havane, seuls les Afro-Cubains sont harassés par les flics («noirs» ou «blancs»). C'est une société où 68% des «Blancs» pensent qu'il n'est pas adéquat de fonder une famille avec un membre d'une autre «race», même s'ils considèrent «normal» (quand même !) d'avoir des amis «non blancs». Une société où beaucoup de gens nient leurs origines africaines, exactement comme dans le reste de l'Amérique latine. Un pays où les éléments les plus pauvres, les habitants des taudis, les prostituées et les prisonniers sont en majorité des Afro-Cubains.

Mais comme Castro a découvert (vous allez rire) «la loi de la relation inversement proportionnelle, entre le niveau de connaissance, la culture et la délinquance», qu'il a «prononcé des discours très critiques» au sujet des discriminations contre les Afro-Cubains (les discours ne coûtent rien), et qu'il se «soucie toujours de la composition ethnique» des organes dirigeants, il ne faut pas s'inquiéter puisque l'on a affaire à une «discrimination objective, liée à la pauvreté et au monopole historique des connaissances». Bref, circulez, y'a rien à voir, c'est «culturel» ! Et, évidemment toute ressemblance avec le discours de Guaino-Sarkozy en juillet dernier à Dakar sur les pesanteurs culturelles de l'Afrique est à proscrire, n'est-ce pas ?

*Ni patrie ni frontières*

Après être arrivé à Cuba au milieu de la protestation d'artistes et d'intellectuels contre le retour possible des jours les plus sombres de la période révolutionnaire, j'ai assisté à tous les événements artistiques et intellectuels dont j'ai entendu parler et qui étaient ouverts au public. Mon but était d'entendre ce qui se disait et ce que l'on discutait et aussi d'observer, pour avoir une idée sur la nature des différents types de publics. J'ai été choqué, bien que pas surpris, de voir que la majorité écrasante des orateurs et des spectateurs était blanche. Pas plus de 5% des personnes venues à ces divers rendez-vous étaient noires ou «mulâtres» (un terme largement répandu à Cuba). Il est

intéressant de noter que la plupart des non-Blancs qui assistaient à ces réunions étaient plutôt jeunes: c'était peut-être des étudiants ou des disciples des conférenciers blancs.

Comparée à mon voyage précédent, la situation raciale semblait un peu plus équilibrée dans les divers endroits touristiques que j'ai visités. Si le personnel qui est le plus en contact avec la clientèle dans ces genres de tâches était toujours principalement blanc, il y avait beaucoup plus de Noirs qu'en l'an 2000. C'est peut-être dû à un changement dans la politique de recrutement du gouvernement, en réponse à des critiques assez largement répandues. En particulier, les gens liés aux organisations étrangères de gauche et des droits civiques se sont fortement opposés à la politique ouvertement raciste qui consistait à exclure les non-Blancs des contacts avec la clientèle dans l'industrie du tourisme, sous prétexte qu'ils n'avaient pas une «bonne apparence».

Ou peut-être que l'industrie du tourisme reflète simplement les changements démographiques importants intervenus à Cuba. Historiquement, le gouvernement cubain actuel n'a jamais été très disert sur la fracture raciale au sein du pays, bien qu'il ait reconnu que le dernier recensement de 2002 a enregistré une augmentation de 24,9% du nombre de personnes classées «métisses» par rapport au recensement de 1981. Selon le recensement de 1981, 66% de la population cubaine étaient blancs, 12% étaient noirs et 22% étaient métis. Ceci, à son tour, constituait une augmentation significative de la population métisse depuis le recensement de 1953 où seulement 14,5% de la population avaient été comptés comme métis (la proportion de Noirs n'a – officiellement – pas changé sensiblement entre 1953 et 1981) (1).

Depuis la révolution de 1959, les chiffres officiels surestiment certainement la taille de la population blanche à Cuba. Tandis que le taux de natalité cubain a été très bas pendant une longue période (soulevant l'inquiétude du gouvernement en ce qui concerne les taux globaux de dépendance dans un proche avenir), l'émigration s'est poursuivie à un rythme régulier. Les Etats-Unis se sont engagés à accueillir 20 000 émigrants cubains chaque année (ce chiffre n'inclut pas les *balseros* (2) et tous ceux qui parviennent à arriver aux Etats-Unis et ont le droit de demander l'asile politique selon le Cuban Adjustment Act de 1966). Les Cubains émigrent aussi vers d'autres pays.

À diverses occasions pendant mon voyage, j'ai vu de longues files d'attente devant l'ambassade d'Espagne située près de l'entrée du port de La Havane. L'Espagne a élargi les droits à l'immigration et à la naturalisation aux nombreux descendants cubains de plus d'un million d'Espagnols qui ont émigré dans l'île, une des dernières colonies importantes dans l'hémisphère occidental, à la fin du XIX<sup>e</sup> et au début du XX<sup>e</sup> siècles. Comme on peut l'imaginer, la plupart des descendants de ces émigrants sont blancs, tout comme ceux qui partent aux Etats-Unis. Dans le cas des Etats-Unis, l'existence d'un lien de parenté avec quelqu'un qui a déjà émigré dans ce pays est la manière la plus facile d'obtenir un visa à La Havane. Et puisque l'écrasante majorité de la communauté cubaine aux Etats-Unis est blanche, c'est évidemment aussi le cas des nouveaux émigrants. Il y a, en outre, des critères concernant le niveau d'éducation et le niveau professionnel qui facilitent l'entrée aux Etats-Unis, critères auxquels satisfont beaucoup plus fréquemment les Cubains blancs.

Le gouvernement cubain a, depuis les premiers jours de la Révolution, soutenu une politique «indifférente à la couleur» (3) qui a permis à certains Cubains noirs et mulâtres de progresser un peu, mais qui est très éloignée de ce que l'«action affirmative» aurait accompli. Dans le cadre de cette politique «indifférente à la couleur», la ségrégation à la cubaine a été abolie. Si la ségrégation à Cuba n'a, historiquement, jamais été aussi importante qu'aux Etats-Unis avant la révolution de 1959, les Noirs n'avaient pas accès à la plupart des plages et, dans beaucoup de villes provinciales, ils étaient séparés des Blancs dans les jardins publics. Les Noirs ne pouvaient pas non plus être embauchés dans de nombreux emplois de bureau, en particulier dans le secteur privé.

Dans le cadre de la politique révolutionnaire «indifférente à la couleur», des non-Blancs, qui constituent une partie disproportionnellement importante des pauvres, ont pu tirer profit des mesures conçues pour aider les pauvres, en particulier sur le plan de la santé et de l'accès à l'Education. Il y a donc, proportionnellement, beaucoup plus de Noirs qui occupent des positions d'influence et de pouvoir qu'avant la révolution, mais toujours bien moins que ce qu'ils représentent dans la population globale (4). Et surtout, sous le règne du Parti unique qui sévit à Cuba, les Noirs (comme tous les autres groupes tels que les ouvriers, les femmes ou les homosexuels) n'ont pas le droit de s'organiser indépendamment pour défendre leurs intérêts. Malgré cette interdiction, et même si c'est à une petite échelle, la jeunesse noire commence à protester de plus en plus, notamment contre la brutalité de la police et elle s'exprime souvent par une version cubaine du hip hop. Un ami m'a également informé que des protestations avaient eu lieu à l'ICRT (Institut cubain pour la radio et la télévision) contre l'omniprésence des Blancs à la télévision cubaine.

Les questions de la race et de la classe sont davantage confondues à Cuba qu'aux Etats-Unis; par conséquent, les préoccupations et l'hostilité des Blancs à propos des Noirs se sont tellement mélangées avec la question de la marginalité sociale qu'il est très difficile de séparer ces questions (5). Cet enchevêtrement historique a été aggravé par les graves effets économiques de la «Période spéciale» après que l'effondrement de l'URSS eut provoqué la croissance disproportionnée d'une masse de chômeurs noirs ou de personnes noires sous-employées vivant dans conditions extrêmement précaires. Aussi bon nombre d'entre elles ont-elles émigré à La Havane qui est

tellement surpeuplée que le gouvernement a officiellement limité les migrations vers la capitale, bien que personne ne semble savoir si cette politique a eu des effets pratiques réels. Les Cubains ont inventé de nouveaux termes, comme celui de «*Palestinos*», pour désigner un groupe marginalisé de plus en plus visible, composé surtout de Noirs qui émigraient de la province d'Oriente, la plus à l'est de l'île, vers La Havane. L'écrivain cubain Pedro Juan Gutiérrez a acquis une renommée internationale avec sa *Trilogie sale* (6) qui décrit la vie des marginaux de La Havane dans tous ses détails violents et, particulièrement sexuels. La revue communiste libérale sophistiquée *Temas* (7) a réuni pas moins de onze sociologues et intellectuels pour discuter de la question de la «marginalité» dans l'un de ses numéros. La presse étrangère s'est aussi intéressée à cette question. Par exemple, l'important quotidien mexicain *El Universal* a récemment publié un article concernant «*El Fanguito*» («La Petite Boue»), un des bidonvilles qui entourent La Havane (8).

En réaction à ce phénomène de marginalisation, j'ai entendu beaucoup plus de Blancs – y compris ceux appartenant à l'élite dirigeante – émettre ouvertement des commentaires hostiles contre les Noirs que je n'en avais entendus en 2000. Une haut fonctionnaire du ministère du Logement, formée dans le bloc soviétique, a invoqué devant moi la théorie de la «culture de la pauvreté» avancée par Oscar Lewis. Selon elle, cette théorie permettrait de comprendre le comportement autrement inexplicable de nombreux pauvres qui avaient emménagé dans de nouveaux logements qu'elle avait contribué à faire construire. Dès qu'ils étaient entrés dans leurs nouveaux appartements les pauvres avaient démantelé et débranché les installations (robinets, plomberie, etc.) afin de les vendre sur le marché noir. Pour elle, il s'agissait d'un comportement irrationnel qui ne pouvait s'expliquer que par la transmission des valeurs d'une «culture de la pauvreté», d'une génération à la suivante. Apparemment, le «marxisme» officiel qu'elle avait appris, dans des manuels, à Cuba et en Europe de l'Est, ne l'avait jamais exposée à ce que Marx a appelé «la sempiternelle vieille merde», expression qui fait allusion à ce qu'une grave pénurie peut déclencher dans le comportement des personnes. Bien qu'il ait été malheureux, et même tragique, que ces nouveaux locataires aient détruit les équipements que l'État venait de leur fournir, leur attitude n'avait rien d'irrationnel. Ils avaient besoin d'argent, et d'une monnaie forte, pour s'alimenter et se vêtir. De toute façon, il n'est pas nécessaire de soulever la question de ces prétendues «valeurs», même si nous avançons l'hypothèse douteuse qu'elles pourraient avoir le moindre pouvoir d'explication spécifique, pour expliquer pourquoi ces pauvres, ces marginaux se sont comportés ainsi en s'installant dans leurs nouveaux logements.

En fait, Fidel Castro lui-même a récemment soutenu et développé cette théorie de la «culture de la pauvreté». Dans son livre-entretien avec Ignacio Ramonet, journaliste d'origine espagnole et directeur du *Monde diplomatique*, ouvrage publié en 2005, et qui est probablement son dernier livre important (9), Castro fait référence à cette théorie en quelques occasions. Ainsi, Fidel Castro a expliqué à Ramonet: «Au début [de la révolution] nous avons démoli quelques quartiers marginaux. Mais il y avait déjà une culture de la marginalité. On a beau construire des maisons neuves, les phénomènes qui se produisaient avant perdurent, à moins qu'une nouvelle culture ne surgisse de la connaissance (10).»

A un autre moment de l'entretien, Fidel Castro affirme: «Je m'en souviens: nous avons découvert très tôt qu'il y a une culture des riches et une culture des pauvres. Celle des riches est en tout point décente: "J'achète donc je paye." Celle des pauvres, en revanche, c'est: "Comment je me débrouille pour me procurer ce truc? Comment est-ce que je vole le riche ou qui que ce soit d'autre?" Les familles humbles, de bonnes familles très patriotes, étaient pourtant nombreuses à demander au fils qui travaillait, par exemple, dans le secteur hôtelier: "Dis, ramène donc un drap, ou un oreiller, rapporte-moi ceci ou cela." Ce comportement a son origine dans la culture de la pauvreté, et de telles habitudes perdurent bien au-delà des changements sociaux réalisés par la révolution pour y mettre un terme (11).»

Dans cette interview, Fidel Castro a ajouté sa petite griffe à la théorie de la «culture de la pauvreté» qui a une résonance spéciale dans les sociétés de type soviétique comme Cuba, qui ont des institutions très sélectives telles que la célèbre école Lénine, aux abords de La Havane. Il a indiqué à Ramonet que le système cubain d'éducation, système sélectif et méritocratique, avait créé une situation où les enfants des ouvriers et des Afro-Cubains tendaient à se maintenir aux niveaux les plus bas de la société. Selon Castro, cela s'est produit parce que «le niveau scolaire des parents, même après la révolution, continue d'influer énormément sur la destinée des enfants. Et on voit bien que les enfants dont les parents sont issus des milieux les plus modestes, ou les moins cultivés, n'obtiennent pas de notes suffisamment bonnes pour pouvoir intégrer les meilleures écoles. Et cela se perpétue depuis des dizaines d'années. Si on laisse les choses en l'état, on peut déjà prévoir que les enfants de ces personnes marginalisées ne seront jamais directeur d'entreprise, gérant, et qu'ils n'occuperont jamais des postes à haute responsabilité, car de nos jours seul un niveau universitaire permet d'accéder à des postes de direction. En revanche ce qui les attend, à coup sûr, c'est la prison (12).»

Selon Fidel Castro, le gouvernement cubain a commencé à aborder le problème en 2001. À ce moment-là, le gouvernement a commencé à élargir sensiblement l'accès à l'éducation supérieure en

créant des annexes des universités dans des municipalités éloignées, des moulins à sucre, et même des prisons. Comme Castro l'a expliqué, cette expansion a transformé en étudiants subventionnés par l'Etat des personnes entre 17 et 30 ans qui n'avaient pas terminé leurs études secondaires et qui, pour diverses raisons, n'étaient ni des étudiants ni des travailleurs quand elles avaient été intégrées dans ce programme. D'autre part, cette extension des installations universitaires a permis de reconverter, en professeurs auxiliaires, des salariés licenciés appartenant au personnel administratif d'entreprises comme celles de l'industrie du sucre. Selon Castro, il y avait 500 000 étudiants à Cuba en 2005 et plus de 90 000 [soit approximativement 20% du total] avaient été recrutés par ces nouveaux moyens (13).

Ce que Castro tait, c'est le fait évident qu'il s'agissait, en grande partie, d'un programme conçu pour résorber le chômage. (Je dois mentionner que, lors de ma dernière visite, une ancienne universitaire m'a expliqué que la raison principale pour laquelle elle avait pris sa retraite avait été son opposition à la faible qualité éducative du nouveau programme.)

Quels que soient les mérites ou les tares intrinsèques des innovations éducatives de Fidel Castro, ce qui est certain c'est qu'il attache trop d'importance à l'éducation lorsqu'il tente d'expliquer le sort des populations marginalisées à Cuba. Cela lui permet de ne pas évoquer l'état de l'économie cubaine depuis l'effondrement de l'URSS, et en particulier les effets dévastateurs et violemment inégalitaires de l'établissement d'une économie à deux vitesses, fondée d'un côté sur le peso et, de l'autre, sur la devise forte qu'est le dollar. Les propos de Fidel Castro sur les inégalités liées à l'éducation, même si celles-ci sont réelles, lui permettent de ne pas parler des questions de race et de classe, en tant que telles, ni des inégalités économiques fondamentales mentionnées ci-dessus, et encore moins des inégalités politiques qu'entretient un parti-État fortement hiérarchisé. Il reste à voir quel impact auront ces changements dans le système universitaire d'abord, sur le système d'éducation lui-même, puis en second lieu, sur la composition des cercles dirigeants à Cuba. Il sera intéressant de découvrir l'impact qu'un tel programme, qui n'est pas spécifiquement et explicitement destiné à éliminer l'exclusion raciale, pourra avoir sur cette exclusion.

Nous ne savons pas, en dernière analyse, quel rôle des éléments comme la race et la marginalité sont susceptibles de jouer dans la transition cubaine. Il est peu probable que la conscience raciale à Cuba se développe comme aux États-Unis, et nous ignorons quelles formes d'organisation politique prendra la résistance populaire à la transition capitaliste qui sera sans doute entreprise par l'État.

**Samuel Farber** (extrait d'un article paru dans la revue américaine *New Politics*, en été 2007)

#### **Notes de l'auteur (S.F.) et du traducteur (Y.C.)**

1. Alejandro de la Fuente, *A Nation for All. Race, Inequality and Politics in Twentieth-Century Cuba*, Chapel Hill, N.C.: The University of North Carolina Press, p. 308; et «Data from the 2002 Population and Housing Census are officially announced,» Granma Digital Internacional, 14 novembre 2005. (S.F.)

2. *Balseros*: ceux qui risquent leur peau dans des embarcations de fortune (*balsas*). (Y.C.)

3. En anglais, il s'agit d'une expression très répandue aux États-Unis: «*colour-blind*» (littéralement, «aveugle à la couleur») qui a, dans le contexte anglo-saxon, une connotation péjorative. C'est pourquoi je l'ai traduite ici différemment. (Y.C.)

4. Un récent article de Henley C. Adams dans la *Latin American Research Review* (février 2004) tente d'établir la proportion de Noirs au sein du Bureau politique et du Comité central du Parti communiste cubain, au Conseil des ministres et parmi les officiers supérieurs des Forces armées cubaines. (S.F.)

5. Cette réflexion est plutôt étonnante de la part d'un auteur marxiste: le racisme se cache très souvent derrière des propos paternalistes sur les pauvres et les marginaux ! (Y.C.)

6. Elle a été traduite en français par Bernard Cohen. On lira aussi avec profit *Le nid du serpent*, *Animal tropical*, *Le Roi de La Havane* et *Moi et une vieille négresse voluptueuse*. Un antidote parfait à toutes les âneries que l'on entend sur le «socialisme cubain». (Y.C.)

7. «Controversia. Entendemos la marginalidad?» *Temas*, n° 27, octobre-décembre 2001, pp. 69-96. (S.F.)

8. César González-Calero, «Cuba: Memorias del Subdesarrollo,» *El Universal*, lundi 20 novembre 2006. (S.F.)

9. Ce pavé de 750 pages s'intitule: *Fidel Castro, biographie à deux voix* (Fayard, 2007) et a été traduit en français par Laurence Villaume, Eduardo Carrasco, Laurence Tissot et Alexandra Carrasco. Pour ceux qui veulent rigoler un peu, je conseille l'interview du directeur du *Monde diplomatique* parue sur de nombreux sites néo-staliniens ou tiersmondistes qui lui cirent les pompes. Par exemple,

<http://www.michelcollon.info/articles.php?dateaccess=2007-03-01%2006:52:27&log=attentionm>. Ramonet y évoque sans rire l'«éthique» et l'«honnêteté» de Castro, et bien sûr le professionnalisme inattaquable de son travail (on n'est jamais si bien servi que par soi-même). Si le directeur du *Monde diplomatique* n'a rien à faire, nous lui conseillons de se mettre dare-dare à des «biographies à deux

voix» de Kadhafi, Ahmadinejad, Kim Il Jung ou Hassan Nasrallah. Et qu'il rassure son éditeur, il trouvera certainement des financements généreux pour ses entreprises... Ramonet pleurniche (mais très discrètement) parce que son livre serait boycotté par la presse aux ordres du Grand Capital. Il est toujours amusant de voir comment les «critiques professionnels des médias» dévoilent sans cesse leurs besoins irrépressibles de reconnaissance... merdatique ! On comprend pourquoi le même Ramonet ne trouva pas choquant que Castro fasse spécialement éditer son livre *Propagandes silencieuses* (Gallimard, 2002) à quelques milliers d'exemplaires lorsqu'il vint, en février 2003, au Salon du livre de La Havane. On est dans le renvoi d'ascenseur permanent, entre ces gens-là (Castro cite de nouveau le livre de Ramonet dans cette autobiographie que lui a mitonnée ce journaliste «indépendant»), tout comme lorsque Chavez fit la promotion à la télévision vénézuélienne des écrits de deux obscurs dirigeants (Alan Woods et Ted Grant) d'un groupuscule trotskyste britannique qui encensait son régime. Toutes ces mondanités n'auraient aucune importance si ces plumitifs encensés par des autocrates qui vivent de la sueur et du sang des prolétaires ne se déguisaient pas en contestataires ou en radicaux (Y.C.).

10. Pages 205, *op. cit.*

11. Page 328, *op. cit.*

11. Page 373, *op. cit.*

12. Pages 373-374, *op. cit.*